

# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PIZAY

Séance du 13 janvier 2020

et de l'appui territorial

L'an deux mille vingt, le lundi 13 janvier, à 19h30, le conseil Municipal de la commune de PIZAY, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale faite le 6 janvier 2020, sous la présidence de Monsieur GRIMAND, Maire.

**Etaient présents :** Mmes Brigitte AVOSCAN, Isabelle LORIZ, et Martine POTHIN; Charles BOUCHARD, Vincent BRUN, Jean-Louis GAGNEUX, Marc GRIMAND, Jean-Michel JOSSERAND, Bruno LEBLANC, Mr Yves SELIGOUR, Chung Tong WONG

**Etaient excusés :** Mme Frédérique LIGER, Mr Olivier ANSELME

**Etait absent :** Frédéric LOZANO

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code Générale des Collectivités Territoriales à l'élection d'une secrétaire pris au sein du conseil : Mme Martine POTHIN a obtenu la majorité des suffrages et a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Objet :** Approbation de la mise en compatibilité du PLU par la déclaration de projet en vue de l'implantation d'un groupe scolaire et d'un parking portée par la commune de Pizay et par la déclaration de projet en vue de l'implantation d'un plateau sportif portée par la 3CM (Communauté de Communes de la Côtère) sur la parcelle n°A 466 à Pizay.

**Vu** l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.300-6-1, L.153-54, L.153-55, R.153-16 et suivants et L. 153-41 et suivants ;

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.122.1 et suivants, L.123-1 et suivants, L.126-1, R.122-1 et suivants, et R.123-1 et suivants ;

**Vu** la délibération en date du 21 février 2019 par laquelle le Conseil Municipal prescrit la mise en œuvre de la procédure de déclaration de projet, emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Pizay, en vue de l'implantation d'un groupe scolaire et d'un parking, et définissant les modalités de concertation avec la population et les différentes personnes intéressées ;

**Vu** la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de la côtère le 7 mars 2019 prescrivant la mise en œuvre de la procédure de déclaration de projet relative à l'implantation d'un plateau sportif sur la commune de Pizay, portant intérêt général du projet et emportant mise en compatibilité du PLU de la commune Pizay ;

**Vu** les avis des personnes publiques associées exprimés lors de la réunion d'examen conjoint le 11 avril 2019 pour la commune de Pizay et la 3CM ;

**Vu** l'arrêté du Maire n° URBA/2019-01 et l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique conjointe relative aux déclarations de projet emportant mise en compatibilité du PLU en vue de l'implantation d'un groupe scolaire et d'un parking par la commune et en vue de l'implantation d'un plateau sportif par la 3CM sur la parcelle A 466, pour une durée de 33 jours du 15 octobre au 16 novembre 2019 ;

**Vu** le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur remis en date du 13 décembre 2019 ;

**Vu** le dossier de déclaration de projet, portant intérêt général du projet, et emportant mise en comptabilité du PLU en vue de l'implantation d'un plateau sportif porté par la 3CM (Communauté de communes de la Côtère) et le dossier de déclaration de projet emportant mise en comptabilité du PLU en vue de l'implantation d'un groupe scolaire et d'un parking porté par la commune de Pizay sur la même parcelle, cadastrée A 466 ;

**Considérant** l'avis favorable du Commissaire enquêteur :

*Pour la commune de Pizay, sous réserve que « la commune prenne en considération les dangers potentiels inhérents au nombre plus important de véhicules qui circuleront dans le centre bourg afin d'accéder au chemin de la Combette et notamment des cars. La voirie est étroite et bordée d'habitations, des véhicules stationnent sur le côté. Afin de sécuriser les voies d'accès il serait opportun de mettre en place une signalisation adéquate. Un sens de circulation avec l'autorité compétente devront être envisagé rapidement » assorti de 3 recommandations:*

1/ qu'un protocole soit envisagé et élaboré par la commune, en concertation avec les agriculteurs voisins du projet dans le cadre de la réalisation de leur activités agricoles (traitements, labours, épandages,...), ceci afin de protéger les enfants de tout risque sanitaire, comme le préconise l'Agence Régionale de Santé. La commune devra veiller au bon respect du protocole mis en place,

2/ que la commune propose aux deux riverains du projet, pour lesquels les emplacements réservés sont prévus afin de prévoir un élargissement de l'accès du chemin de la Combette, des solutions pour limiter les inconvénients et les risques liées à l'augmentation de la circulation sur cette voie vois. Dans cette optique, en concertation avec ces riverains, une haie dense ou un mur pourraient être envisagés,

3/ que tous les agencements, qui doivent permettre une diminution des nuisances sonores au niveau du projet, soient effectivement réalisés afin de limiter au maximum les inconvénients inhérents à la création du groupe scolaire et du parking,

*Pour la 3CM assorti de 2 recommandations :*

1/ que des horaires d'utilisation du plateau sportif (début de matinée et fin de soirée) soient précisés afin de permettre la mise en place du protocole (projet école et parking) concernant les travaux des exploitants agricoles (traitements, labours, épandages,...), cela dans le but d'assurer la protection sanitaire des personnes vulnérables, et de limiter les nuisances sonores pour les riverains,

2/ que tous les agencements, qui doivent permettre une diminution des nuisances sonores au niveau de la création du plateau sportif, soient effectivement réalisés afin de limiter au maximum les inconvénients pour les riverains du projet.

**Considérant** que certains points (pièces écrites et graphiques) du projet initial ont été modifiés de façon à prendre en compte l'avis des PPA et sans que cela ne remette en cause le projet,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** de prononcer l'intérêt général de l'opération, telle qu'elle a été soumise à enquête publique, et démontré par la nécessité de construire une nouvelle école au regard de l'ancienneté du bâtiment existant, afin de répondre aux besoins actuels et futurs en terme

de sécurité, de capacité d'accueil et d'organisation de l'espace intérieur,

- **APPROUVE** la mise en compatibilité par déclaration de projet du PLU de la commune de Pizay en vue de l'implantation d'un plateau sportif, d'un groupe scolaire et d'un parking sur la parcelle A 466,
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet des modalités de publicité suivantes :
  - Un affichage en Mairie pendant 1 mois,
  - Une insertion dans la presse locale conformément à l'article R.123-25 du Code de l'urbanisme,
- **DIT** que, conformément à l'article L.153-22 du Code de l'urbanisme, la mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet approuvée est tenue à la disposition du public à la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, ainsi qu'à la Préfecture de l'Ain.
- **DIT** que le rapport et conclusions du Commissaire enquêteur sont tenus depuis leur arrivée à la disposition du public à la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.
- **DIT** que conformément à l'article L.153-24 du Code de l'urbanisme, la présente délibération et les dispositions engendrées par la mise en compatibilité du PLU de la commune de Pizay par déclaration de projet en seront exécutoires au mois après sa réception par Monsieur le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu de la mise en compatibilité, ou dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications.
- **DIT** que la présente délibération et la mise en compatibilité du PLU de la commune seront transmises pour information aux PPA consultées.
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Extrait certifié conforme

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an que susdit.

Le Maire,



Marc GRIMAND

Délibération rendue exécutoire le :  
Après affichage et publication du :  
Le Maire,  
Marc GRIMAND